



Déclaration liminaire de l'Unsa Education au CHSCTD 67
du 9 décembre 2021

Monsieur l'Inspecteur d'Académie,

Le stress et la tension sont plus que palpables dans les établissements et les services ; dans les écoles ils ont atteint un niveau des plus alarmants.

La règle du retour en classe sur présentation d'un résultat de test négatif et de fermeture si 3 cas s'avèrent positifs sur une durée de 7 jours, le tout sans aucun délai de précaution et de gestion, conduit à une mise sous pression de l'École jamais connue depuis le début de l'épidémie malgré les épisodes précédents.

Les directrices et directeurs nous disent faire un autre métier qu'il y a 3 semaines encore. Les suspensions de classe, la scolarisation au gré des résultats des tests, la gestion des élèves sans remplaçants font du quotidien un casse-tête sans perspective de solution. Les enseignants eux, s'interrogent encore sur la position de leur employeur sur le cumul présentiel / distanciel ou le maintien du cycle natation.

À ceci s'ajoute le manque crucial de remplaçants disponibles pour pallier aux absences des enseignants malades de la Covid et de tous les autres virus ayant fait leur retour avec l'arrivée de l'hiver. La situation est tellement tendue que l'accueil des élèves dans de nombreuses écoles va à l'encontre du protocole. Les élèves sont répartis dans les autres classes alors même que le brassage doit être limité. Fusionner des classes dédoublées en Education prioritaire ne peut être une solution recevable, ni sur le plan sanitaire, ni sur le plan pédagogique.

Le SE-Unsa a déposé une alerte sociale. Nous demandons que des mesures soient prises immédiatement afin de permettre à l'École et à ses personnels de tenir alors que l'épidémie sera encore là et ce, probablement durant toute cette année scolaire.

Le gouvernement veut donner l'autorité fonctionnelle aux collectivités sur les adjointes et adjoints gestionnaires. Nous n'allons pas entrer dans le fond du débat de cette proposition d'amendement qui déstabiliserait gravement le fonctionnement des EPLE ; mais seulement nous arrêter à la forme. Il n'y a eu aucun groupe de travail avec les représentants des personnels alors qu'il y aura des conséquences importantes sur les conditions de travail. Enfin et surtout les établissements ont aujourd'hui besoin de sérénité, de se recentrer sur l'essentiel de leur métier L'urgence pour les chefs et les gestionnaires est ailleurs. Rien ne justifie l'urgence d'une telle disposition !

La méthode de travail est inacceptable et génératrice d'une grande incompréhension et grand stress auprès des personnels.

Est-ce cela, l'accompagnement des personnels ambitionné ?

Le besoin d'apaisement est urgent à tous les niveaux, le rechercher doit être LA priorité.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, les personnels enseignants, AESH, administratifs, personnels de direction, sociaux, de santé, technique sont épuisés. Ils sont trop souvent laissés seuls avec des situations complexes et des questions sans réponse. Les personnels d'encadrement, les équipes de circonscriptions sont éreintées.

Monsieur l'Inspecteur d'Académie, les personnels dont vous avez la responsabilité ont besoin de mesures d'urgence, concrètes, d'allègement des missions et de tâches. Sur quelles mesures départementales peuvent-ils compter pour les aider à tenir les 7 mois à venir ?

Je vous remercie de votre attention.